

Les procédures collectives en France

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes, procédures de sauvegarde

BILAN 2022





2022 signe le retour en force des défaillances

Sommaire

PARTIE 1

Panorama général

3

PARTIE 2

Profil des entreprises

13

PARTIE 3

Impact social

18

PARTIE 4

Impact financier

23

PARTIE 5

Méthodologie

26

PROCÉDURES COLLECTIVES

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE EN 2022 (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

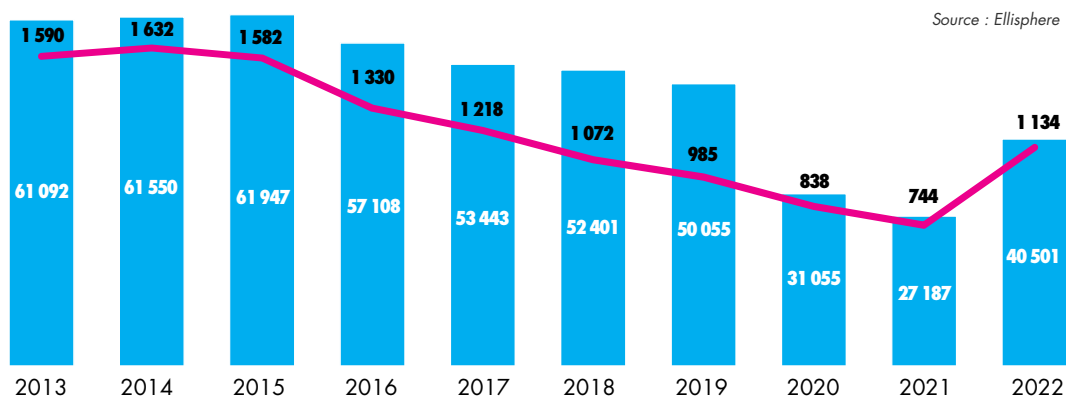


PROCÉDURES DE SAUVEGARDE EN 2022 (FRANCE MÉTROPOLITAINE)



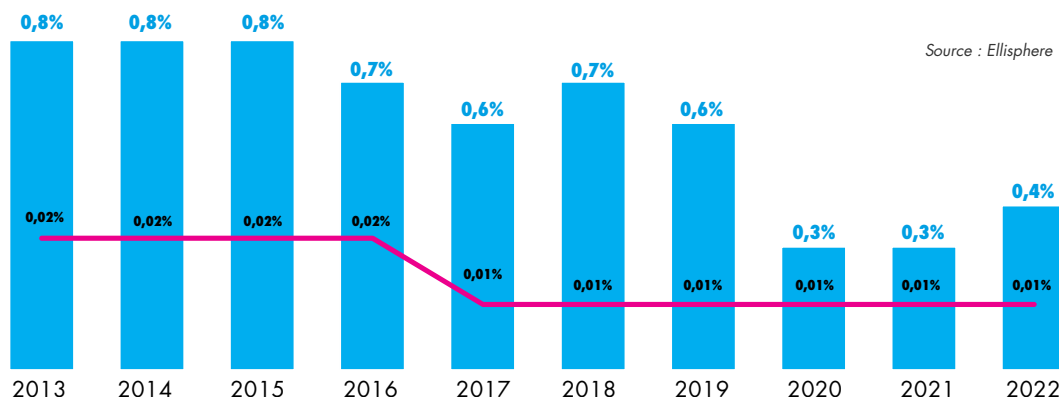
Nombre de défaillances et de procédures par année

France métropolitaine
uniquement



Taux de défaillance et de procédure par année

France métropolitaine
uniquement



LÉGENDE

■ Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

■ Procédures de sauvegarde

2022, FIN DE LA « TRÊVE » SUR LE FRONT DES DÉFAILLANCES

En 2022, en France métropolitaine, 41 700 ouvertures de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire directe, de procédure de sauvegarde et de traitement de sortie de crise sont comptabilisées, soit une progression de 49,2% par rapport à 2021. En ajoutant les procédures enregistrées dans les Départements et Régions d'Outre-mer (DROM), nous culminons à près de 43 000 en 2022, soit une progression de 47,9% sur un an. Néanmoins, ce chiffre reste inférieur à celui de 2019, qui était de 52 600 procédures collectives.

Plus précisément pour les défaillances, avec 40 500 ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe, nous sommes toujours en deçà des chiffres d'avant-crise même si la mortalité directe au tribunal est très importante. Ainsi, en 2022, 76% des ouvertures de procédure étaient des liquidations judiciaires marquant la fin d'activité définitive des entreprises. En 2019, cette proportion était de 69%. En 2022, les entreprises se présentant au tribunal étaient par conséquent dans des situations financières plus obérées qu'auparavant, empêchant toute solution de sauvetage.

Pour les sauvegardes, dont le nombre est en hausse de 52,4% en 2022, les niveaux atteints sont désormais supérieurs à ceux de 2018.

Après avoir subi la crise Covid-19 en 2020-2021, les effets de la guerre en Ukraine en 2022, accompagnés de la hausse du prix de l'énergie et des matières premières, les entreprises françaises entrent à présent dans le dur, avec notamment le remboursement des Prêts Garantis par l'Etat (PGE). Si la vague des défaillances apparaît encore contenue, le mur de la dette est désormais face à de très nombreux intervenants fragilisés par trois années difficiles. L'exercice 2023 se présente comme plus risqué encore, avec une tendance à la hausse qui devrait perdurer, approchant ainsi le niveau de procédures collectives de 2019.



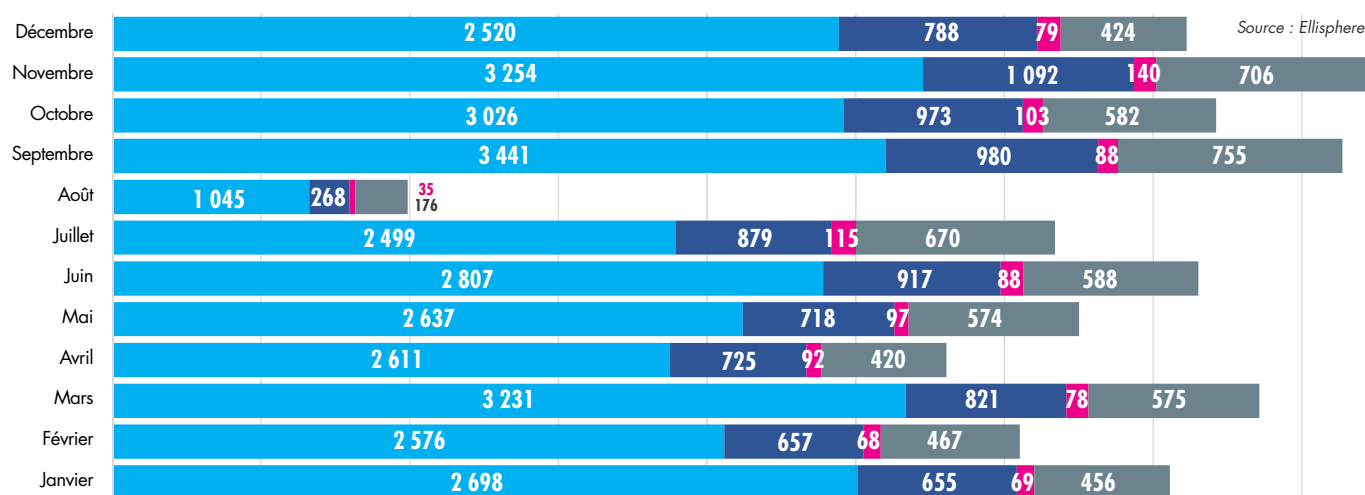
LE FLOP DE LA PROCÉDURE DE SORTIE DE CRISE

Lancée en octobre 2021 et ouverte jusqu'en juin 2023, la procédure de traitement de sortie de crise est un redressement judiciaire simplifié ouvert aux petites entreprises en cessation de paiement sous réserve de pouvoir présenter un plan de continuation de l'activité dans les 3 mois.

Dans les faits, seules 70 entreprises ont utilisé ce levier en 2022. Un résultat prévisible lorsque 90% des défaillances touchent les Très Petites Entreprises, et que 69,3% d'entre elles passent directement en liquidation judiciaire.

PROCÉDURES COLLECTIVES EN 2022

par mois, en nombre



LÉGENDE

■ Liquidations judiciaires

■ Redressements judiciaires

■ Procédures de sauvegarde

■ Conversions
(sauvegarde en liquidation, redressement en liquidation et sauvegarde en redressement)

L'AGROALIMENTAIRE, LES SERVICES AUX PARTICULIERS PARTICULIÈREMENT TOUCHÉS

En France métropolitaine en 2022, trois secteurs réunissent la majorité des défaillances d'entreprise (redressement judiciaire et liquidation judiciaire directe) : le Bâtiment & Travaux Publics (BTP), les Services aux particuliers et les Services aux entreprises, soit à eux trois 53,5% des ouvertures de procédure.

Deux secteurs ont particulièrement souffert en 2022 : l'Agroalimentaire et les Services aux particuliers ont quasiment doublé le nombre de leurs défaillances par rapport à 2021.

Le secteur Agroalimentaire (+99 % de défaillances) a subi de plein fouet l'explosion du prix des matières premières et de l'énergie. Ce secteur est en effet très énergivore tant pour la cuisson que pour la réfrigération des produits. Des difficultés, qui en dehors de pousser définitivement certains acteurs hors du marché, imposent des décisions drastiques aux industriels afin de survivre, comme des arrêts partiels d'activité, des modifications de recettes ou encore de quantités produites.

Certains acteurs n'ont malheureusement pas pu faire face à l'explosion de leurs coûts fixes, comme les artisans de la Boulangerie-pâtisserie pour lesquels le nombre de défaillances a plus que doublé en 2022.



PLANS PRONONCÉS EN 2022 par mois, en nombre

Source : Ellisphere

Plans prononcés en 2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Homologations de conciliation ou d'accord amiable	3	1	8	0	0	0	1	1	6	37	7	11
Plans de cession totale ou partielle	33	44	57	68	67	55	89	24	52	61	56	63
Plans de continuation/redressement	188	131	151	130	137	168	152	30	115	136	130	96
Plans de sauvegarde	39	52	39	30	46	40	39	8	28	32	40	26
Plans de traitement de sortie de crise	1	3	7	7	4	5	6	3	6	3	5	0
Total général	264	231	262	235	254	268	287	66	207	269	238	196

Les Services aux particuliers (+91 % de défaillances) ont souffert également des arbitrages de consommation des ménages dans un contexte de forte inflation et de baisse des revenus disponibles. Le secteur a surtout été impacté dans sa constituante du Tourisme et en particulier de la restauration, qu'elle soit traditionnelle ou de type rapide. Pour ces intervenants, le nombre de défaillances a été multiplié par plus de deux sur un an. Même sort pour leurs confrères des Débits de boissons avec +94% de défaillances.

Toujours dans les services aux particuliers, l'augmentation du nombre de défaillances a été également enregistrée pour les soins de beauté (+104%) et les coiffeurs (+78%). Deux métiers qui après avoir été largement impactés par les confinements et fermetures imposées, ne peuvent affronter le remboursement de leurs dettes et la hausse des coûts fixes.

Parmi les autres secteurs dont la hausse est supérieure à la moyenne nationale, se trouve celui de **la Distribution (+69,5% de défaillances)**. Cette évolution est particulièrement notée dans le commerce d'alimentation générale qui double le nombre de ses défaillances en 2022.

Les Biens d'équipements du foyer n'échappent pas à cette tendance **(+65% de défaillances)** avec notamment +74,5% pour le segment du Meuble.

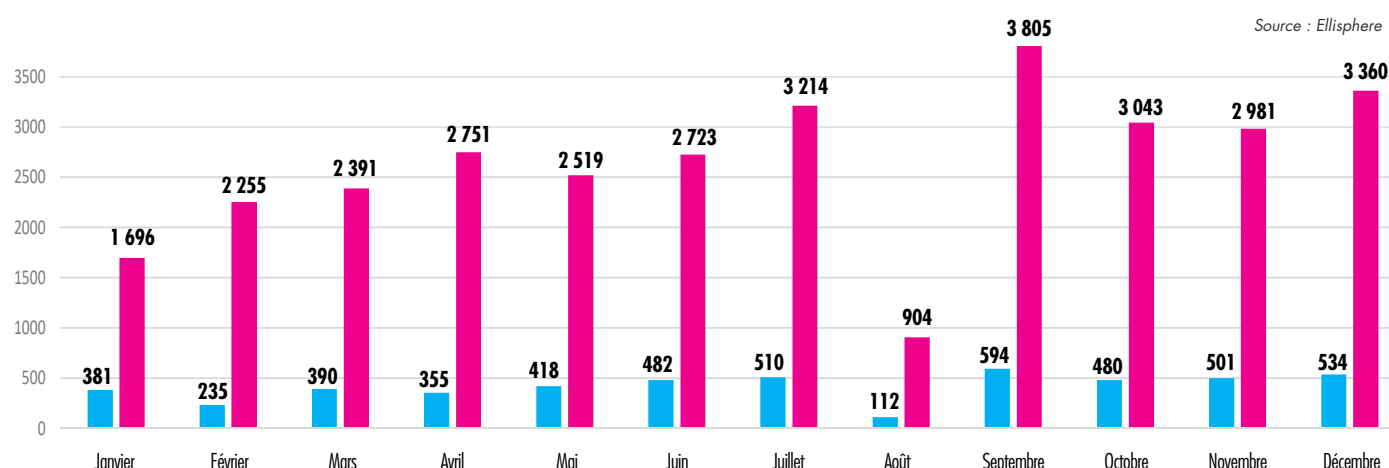
Enfin, le secteur du **Textile-Habillement-Cuir (+55% de défaillances)** avec une année très difficile pour le commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé qui enregistre +68% de défaillances d'entreprise en 2022.

RENOUVELLEMENT DE LA PÉRIODE D'OBSERVATION EN 2022 par mois, en nombre

LÉGENDE

Entreprises

Effectifs menacés



SECTEURS D'ACTIVITÉ

FOCUS SUR LES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les importants déséquilibres engendrés par la crise sanitaire ont déclenché un mécanisme inflationniste, fortement accentué par les impacts du conflit russo-ukrainien.

La crise de l'énergie a pesé dans le commerce extérieur de la France. Ainsi, les prix des importations ont évolué à la hausse plus vite que ceux des exportations... Un choc énergétique chiffré par le Trésor Public à 85 milliards d'euros de pertes en 2022.

En France, en 2022, parmi les secteurs les plus impactés, le Bâtiment & Travaux Publics (BTP) a été fortement touché par la hausse du prix des matières premières. En effet, le coût global des matériaux a augmenté de +18% au premier trimestre 2022, avec une moyenne de +19 % sur l'exercice pour le prix du ciment, de +15,7% pour le bois et de +60% pour l'aluminium.



Face à cette explosion des coûts, les entreprises du BTP ont inévitablement été confrontées à des difficultés de production et d'approvisionnement : allongement inévitable des délais, pénurie de matières premières, hausse des coûts de production...

Environ 60% des entreprises du secteur ont ainsi dû répercuter la hausse de leurs coûts sur les consommateurs finaux en mai 2022, contre 45% en janvier selon une étude de la CAPEB (Syndicat Patronal de l'Artisanat du Bâtiment) ; sachant que l'achat des matériaux représente 30% des charges des entreprises du bâtiment.

Concernant les Exploitations forestières et les scieries, la demande est demeurée soutenue ; les prix des sciages ont continué de progresser en lien avec la très forte progression des grumes, face à un marché français resté très demandeur, particulièrement sur le segment des parquets. En résumé, les scieries ont vendu plus qu'elles n'ont intégré de grumes, en conséquence les stocks s'épuisent. A titre d'exemple, au premier trimestre 2022, le chiffre d'affaires global de cette activité a progressé de 20 % par rapport aux trois derniers mois de l'année 2021.



Quant à l'Agroalimentaire, même souci d'explosion des coûts à répercuter. Pour exemple, les prix des produits alimentaires, en hausse depuis janvier 2021, ont augmenté en moyenne de 10% en septembre 2022 pour atteindre 12% en décembre 2022.

Le rapport de novembre 2022 de l'IGF (Inspection Générale des Finances) évoquant l'inflation des produits alimentaires, a pointé les origines de ces hausses : guerre en Ukraine, reprise post-Covid, conditions météorologiques liées au changement climatique, crises sanitaires animales, facteurs de nature économique (perte de compétitivité de l'agriculture française, pénurie de main-d'œuvre, etc.).

Il apparaît également que pour plus des deux tiers des produits, l'augmentation des coûts de production de l'industrie agroalimentaire est significativement supérieure à l'évolution de sa marge brute.

En 2022, la hausse des prix, malgré une quasi-stabilité de la production en volume, a favorisé une augmentation moyenne de la production agricole en valeur. Cette dernière est portée principalement par les progressions en valeur des productions viticoles et céréalières et par celles des productions animales.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



De son côté, la situation des productions végétales s'est améliorée (+3,1% vs -0,1% en 2021).

Le rebond des productions vinicole (+30,9%) et fruitière (+21,8%) après un exercice 2021 médiocre, a compensé les baisses des récoltes de céréales (-10,9%) et de pommes de terre (-9,2%), liées aux épisodes de sécheresse. Les volumes des productions animales ont été quant à elles, en baisse de -3,4%.

Le retrait des cheptels de gros bovins ou de porcins s'est poursuivi en 2022, alors que, dans le même temps, la production de volailles a régressé de -13% dans un contexte épidémiologique préoccupant, face notamment au virus aviaire influenza resté présent dans la faune sauvage tout au long de l'année 2022.

Pour leur part, les boulangers se sont retrouvés... dans le pétrin, du fait principalement de l'explosion des prix des matières premières et de l'énergie. Licenciements ou encore fermetures, de nombreuses menaces planent sur la profession dont les marges ne peuvent plus absorber des factures d'énergie qui ont été multipliées, pour certaines, à minima par 8 ou 10.

La majorité des restaurateurs est inquiète de ce contexte inflationniste (énergie, frais de fonctionnement, coût des matières premières, envolée des prix chez les fournisseurs...). Les coûts additionnels engendrés par la crise énergétique et l'inflation ont fortement affecté la trésorerie des entreprises ; près de 50% des restaurateurs envisagent ainsi d'augmenter leur prix en 2023.

Précisons néanmoins que, début janvier 2023, afin de sauver les 600 000 très petites entreprises (TPE), le gouvernement français a garanti aux boulangers, restaurateurs et autres artisans, un tarif de l'électricité en 2023 à 280 euros par mégawattheure en moyenne... Mais cela sera-t-il suffisant ?

Pour le secteur des Transports, le poids du poste carburant a été, comme toujours, très impactant. En moyenne annuelle, le gazole professionnel a augmenté de +45,7% en 2022 par rapport à 2021 (+52,8% hors TVA), tandis que le GNV (Gaz Naturel Véhicule) a connu une hausse de +127,5% à fin septembre dernier. Tous les pays européens ont été touchés par cette inflation des coûts de l'énergie.

L'augmentation des coûts du personnel de conduite a pesé fortement sur l'évolution des coûts du Transport Routier de Marchandises en 2022 : trois revalorisations des grilles salariales conventionnelles en 2022, avec une incidence totale sur l'année de +12,4 %.

Concernant l'Industrie automobile, sur l'exercice 2022, 1 529 035 voitures particulières neuves ont été mises en circulation sur l'Hexagone en 2022, contre 1 659 003 en 2021, à comparer aux 2,2 millions de 2019, avant la pandémie de Covid-19, selon les chiffres récents publiés par la Plateforme automobile (PFA), qui représente constructeurs et équipementiers.

Après une année 2020 catastrophique, parsemée de fermetures de concessions, le secteur n'avait pas rebondi en 2021 ; il a donc rechuté en 2022, malgré quatre mois de progression sur le second trimestre, tant sur le marché du neuf que sur celui de l'occasion.

En outre, les problèmes d'approvisionnement frappant l'industrie automobile ont freiné considérablement les investissements du secteur qui peinent, depuis, à se faire livrer de nouveaux véhicules dans des délais et des prix raisonnables.

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Après une période dynamique au second semestre 2021 et au premier trimestre 2022, la demande de métaux et d'acier a ralenti. En revanche, la demande en construction aéronautique est demeurée robuste, profitant principalement aux producteurs et aux grossistes en aluminium.



Dans le secteur de l'Aviation commerciale, les carnets de commande ont été significatifs avec plusieurs années de production garanties, et ce, malgré des pénuries de main d'œuvre, des tensions sur l'approvisionnement de certaines matières premières et de composants électroniques.

Airbus a maintenu son statut de leader de l'aviation (devant Boeing) mais demeure freiné par les difficultés de ses fournisseurs. Au demeurant, malgré ses bons résultats, Airbus n'a toujours pas retrouvé ses niveaux d'avant-crise. Toutefois, avec 661 avions livrés, contre 480 pour Boeing, Airbus devance clairement son concurrent historique. Idem concernant les commandes : Airbus l'emporte de peu avec 820 commandes nettes contre 808 pour Boeing.

Des PME aux grands groupes, l'ensemble du secteur Pharmacie a dénoncé les conséquences des économies budgétaires prévues en 2023, estimant que désormais l'accès des français aux médicaments essentiels était en danger. Déjà, des arrêts de production de certains médicaments fin 2022 sont intervenus.

Concernant le secteur Textile, depuis la pandémie, les consommateurs n'ont pas franchement repris le chemin des magasins... La fréquentation a ainsi chuté de 15% entre 2019 et 2022. Mais à vrai dire, le phénomène est plus ancien. Voici une dizaine d'années que la fréquentation diminue en boutique, de -2 à -3% chaque année... Au bénéfice de la vente en ligne qui représente environ plus de 20% du marché aujourd'hui.

Le secteur de l'Informatique et des Nouvelles technologies a été un domaine porteur en 2022 avec comme toujours un fort potentiel de recrutement. Les métiers les plus plébiscités sont toujours les développeurs, data scientists, analystes, chefs de projets, social media managers... Toutefois, entre une baisse vertigineuse des prix et de nombreuses défaillances d'entreprise, l'année 2022 n'a pas été de tout repos pour les professionnels de la cryptomonnaie (TERRA, FTX...). Rien ne dit que la situation s'améliorera en 2023.

Parmi les secteurs d'activité dont la demande a progressé en 2022, le secteur du Service à la personne a été dynamique. Au deuxième trimestre 2022, la masse salariale de l'emploi à domicile a progressé de +1,7 %, après avoir enregistré une hausse de +0,5 % au trimestre précédent.

TROIS POINTS MARQUANT POUR 2023

Depuis 1^{er} janvier 2023, toutes les entreprises doivent désormais obligatoirement passer par le portail internet e-procédures sécurisé, géré par l'Inpi, afin d'effectuer toutes leurs formalités. Ce guichet unique a remplacé les différents centres de formalités des Entreprises (CFE). Cette nouvelle plateforme centralise désormais les démarches de création, de modification et de cessation d'entreprise.

Selon le dernier décompte réalisé par Bercy, un tiers du montant des PGE (Prêts Garantis par l'Etat) a déjà été remboursé. A ce jour, il resterait donc environ 98 milliards d'euros de PGE sur les comptes des entreprises (sur les 144 milliards octroyés depuis le début de la pandémie).

L'évolution inflationniste devrait se poursuivre, tant aux Etats-Unis qu'en Europe... L'inflation pourrait ainsi atteindre +7 % sur un an en ce début d'année et le glissement annuel des prix de l'alimentation se situer à environ +13 %.



LES RÉGIONS HAUTS-DE-FRANCE, BRETAGNE ET OCCITANIE TRÈS IMPACTÉES

Sans surprise en 2022, les trois premiers bassins économiques métropolitains regroupent une grande part des procédures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire directe, soit 45,4% pour Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et PACA. Avec l'Occitanie, ces quatre régions représentent 54,6% des défaillances d'entreprise en métropole.

En région, l'augmentation du nombre de défaillances est supérieure à la moyenne nationale, avec **+75% dans les Hauts-de-France**, en particulier dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Sur ce territoire, les secteurs d'activité les plus en difficulté sont les Services aux particuliers (+120% de défaillances), l'Agroalimentaire (+109%) et les Biens de consommation (+159%).



De son côté, la Bretagne subit une augmentation de **+63,4% de défaillances**, les départements de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan avoisinant les +70%. Dans cette région, les secteurs Agroalimentaire (+137% de défaillances), Distribution (+112%) et Services aux particuliers (+95%) ont particulièrement souffert.

Enfin en Occitanie qui enregistre **+62,6% de défaillances**, des hausses significatives sont relevées dans le Tarn (+102%), le Lot (+98%) et l'Aude (+95,5%). Côté secteurs d'activité, ce sont les Services aux particuliers (+111%) et l'Agroalimentaire (+107%) qui sont les plus touchés.



« Les PME et autres structures de création récente, fragilisées par les impacts de la pandémie puis par les conséquences du conflit russo-ukrainien, sont clairement les plus menacées par la crise énergétique qui devrait continuer à sévir dans un probable contexte économique difficile. »



Max Jammot
Responsable du pôle d'études économiques chez Ellisphere

Ici sont étudiées la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Réunion

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE EN 2022 (DROM)

Source : Ellisphere

1 219

ouvertures de redressement
judiciaire et liquidation judiciaire
directe

4 993

emplois menacés par
ces défaillances

PROCÉDURES DE SAUVEGARDE EN 2022 (DROM)

Source : Ellisphere

55

procédures
de sauvegarde

1 241

emplois menacés par
ces procédures

ET DANS LES DROM...?

En 2022 dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM), le nombre de défaillances d'entreprise (ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe) a augmenté plus modérément qu'en métropole avec +16,3%. Et ce, même si cette augmentation avait débuté dès 2021.

De plus, à l'inverse de la métropole, le nombre de procédures de sauvegarde a baissé de 8,3% en 2022. Il est vrai que dans ces départements, les entreprises de grande taille, plus susceptibles d'opter pour cette mesure préventive, restent rares.

Le département de la Réunion représente à lui seul 46% des défaillances et 74,5% des sauvegardes des DROM. A la seconde place, la Martinique compte pour un quart des défaillances et 11% des sauvegardes.

Côté secteurs d'activité dans les DROM, un tiers des défaillances est imputable au BTP et un tiers des procédures de sauvegarde au secteur Textile-habillement-cuir.

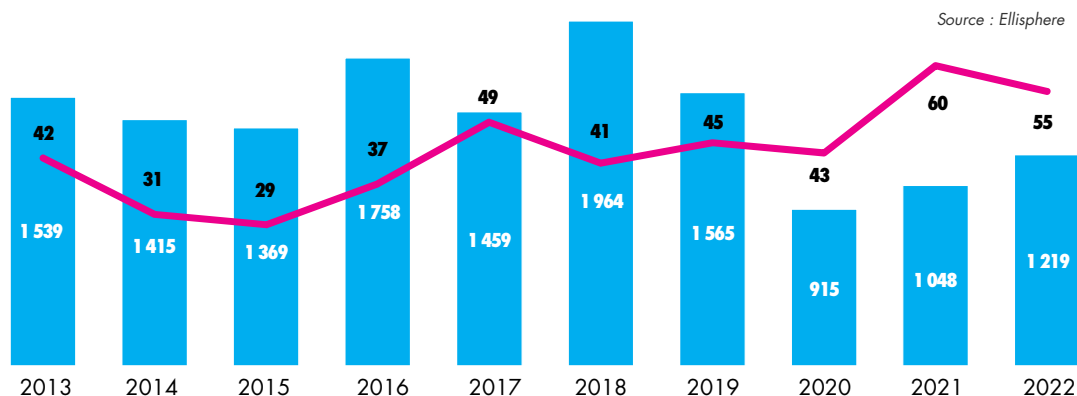
L'augmentation du nombre de défaillances la plus importante est relevée dans l'Agroalimentaire (+76%). Le nombre double dans les Biens d'équipements du foyer et triple dans le Bois-Papier-Carton-Imprimerie.



Ici sont étudiées la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Réunion

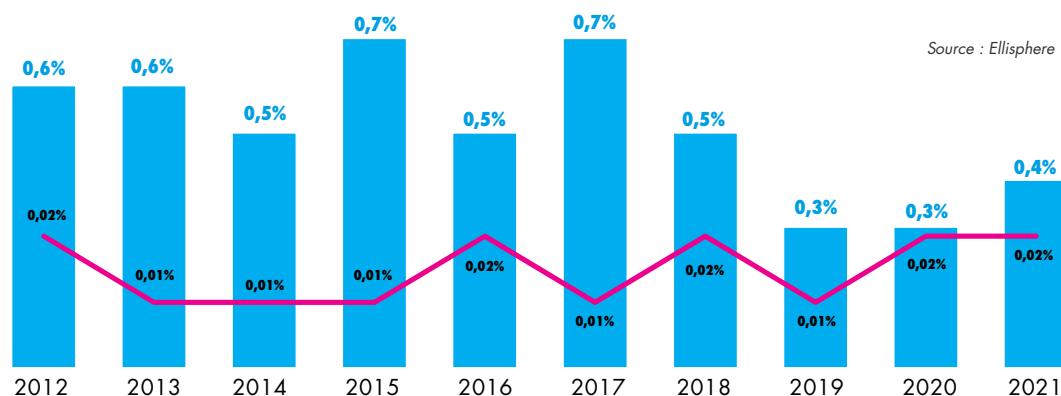
Nombre de défaillances et de procédures par année

DROM uniquement



Taux de défaillance et de procédure par année

DROM uniquement



LÉGENDE

■ Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

■ Procédures de sauvegarde



A low-angle, upward-looking photograph of several modern skyscrapers with glass and steel facades. The buildings are arranged in a way that they converge towards the top of the frame, creating a sense of height and scale. The sky is a clear, pale blue. A white rectangular box is overlaid on the right side of the image, containing the title text.

PROFIL DES ENTREPRISES

PROFIL DES ENTREPRISES

France
métropolitaine



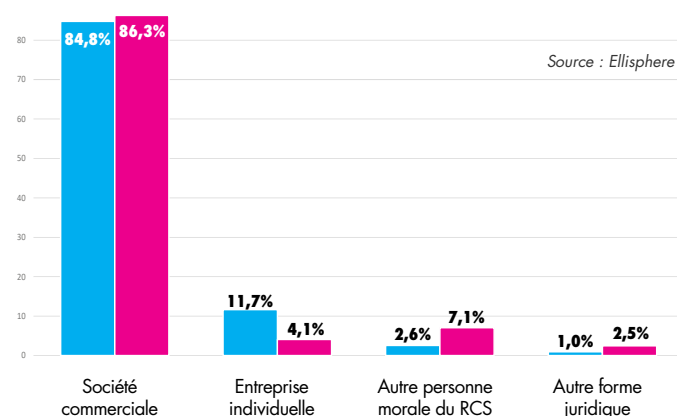
Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



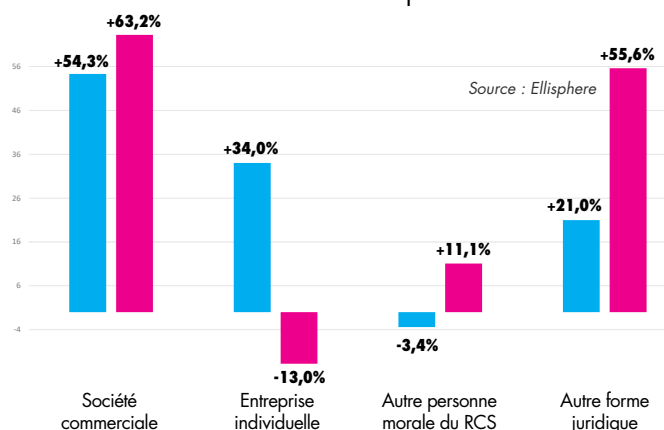
Procédures de
sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises en 2022

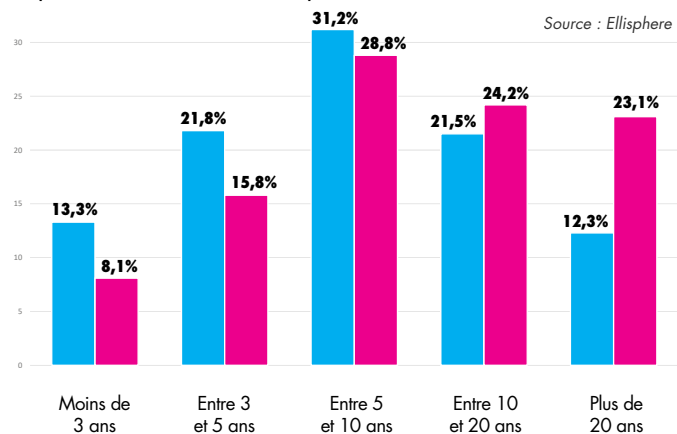


Evolution en % du nombre d'entreprises en 2022

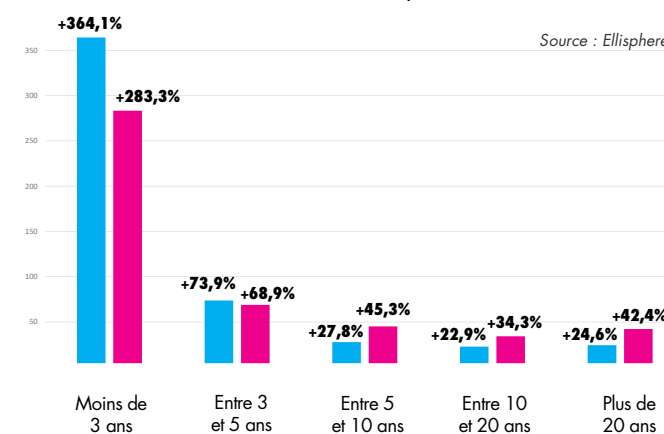


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises en 2022

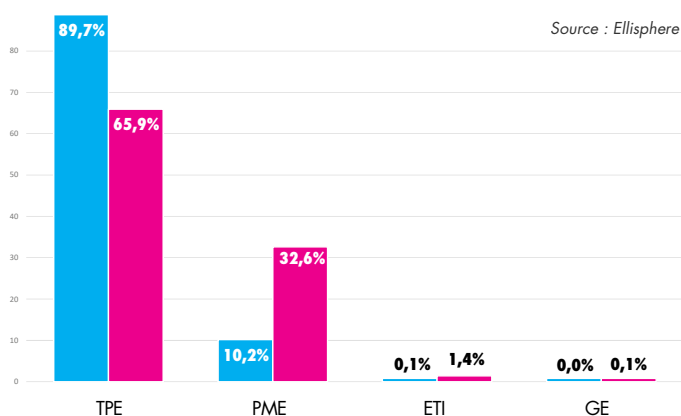


Evolution en % du nombre d'entreprises en 2022

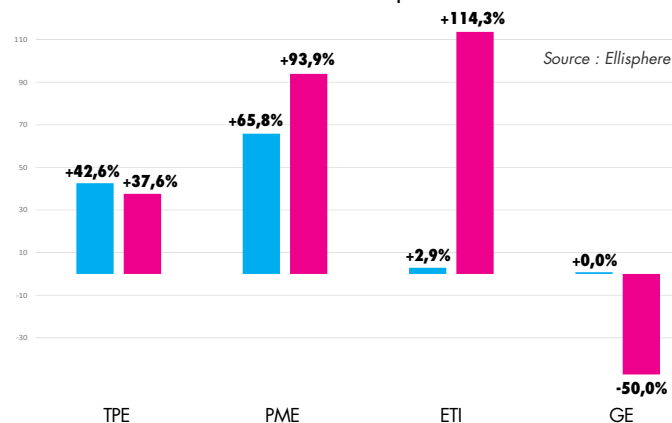


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises en 2022



Evolution en % du nombre d'entreprises en 2022



À NOTER

L'étude de l'activité et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.

DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage en 2022

Source : Ellisphere

RÉGION	Nombre de RJ et LJ * en 2022	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS ** en 2022	Répartition	Evolution depuis un an
ÎLE-DE-FRANCE	9 099	22,5%	34,1%	148	13,1%	62,6%
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	4 854	12,0%	55,7%	154	13,6%	45,3%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	4 421	10,9%	35,0%	128	11,3%	47,1%
OCCITANIE	3 737	9,2%	62,6%	116	10,2%	118,9%
NOUVELLE AQUITAINE	3 659	9,0%	54,6%	137	12,1%	52,2%
HAUTS-DE-FRANCE	3 564	8,8%	75,0%	71	6,3%	44,9%
GRAND EST	3 012	7,4%	50,8%	79	7,0%	38,6%
PAYS DE LA LOIRE	1 720	4,2%	47,5%	44	3,9%	46,7%
NORMANDIE	1 610	4,0%	59,7%	63	5,6%	80,0%
BRETAGNE	1 601	4,0%	63,4%	33	2,9%	26,9%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1 504	3,7%	51,9%	45	4,0%	50,0%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	1 485	3,7%	46,2%	51	4,5%	70,0%
CORSE	235	0,6%	55,6%	10	0,9%	0,0%
TOTAL	40 501	100%	49,0%	1079	100%	52,4%

DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage en 2022

Source : Ellisphere

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Nombre de RJ et LJ * en 2022	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS ** en 2022	Répartition	Evolution depuis un an
Bâtiment et Travaux publics	10 190	25,2%	32,5%	188	16,6%	30,6%
Services aux particuliers	7 358	18,2%	91,9%	170	15,0%	63,5%
Services aux entreprises	4 083	10,1%	35,6%	105	9,3%	26,5%
Distribution	3 398	8,4%	69,5%	95	8,4%	131,7%
Moyens de transport	2 026	5,0%	36,1%	38	3,4%	40,7%
Transports & Logistique	1 717	4,2%	47,8%	26	2,3%	136,4%
Agroalimentaire	1 473	3,6%	99,1%	54	4,8%	92,9%
Biens de consommation	1 246	3,1%	62,5%	33	2,9%	37,5%
Services collectifs	1 217	3,0%	42,2%	53	4,7%	43,2%
Médias & Loisirs	1 145	2,8%	52,1%	79	7,0%	139,4%
Agriculture & Pêche	1 079	2,7%	10,8%	34	3,0%	-2,9%
Textile habillement cuir	1 073	2,6%	54,8%	41	3,6%	95,2%
Informatique & Electronique	1 030	2,5%	35,2%	32	2,8%	39,1%
Biens d'équipement industriels	712	1,8%	26,7%	25	2,2%	4,2%
Holding	676	1,7%	52,6%	69	6,1%	43,8%
Biens d'équipement du foyer	635	1,6%	64,9%	11	1,0%	83,3%
Services financiers	424	1,0%	70,3%	30	2,6%	130,8%
Bois Papier Carton & Imprimerie	405	1,0%	41,1%	9	0,8%	0,0%
Métaux	243	0,6%	12,5%	14	1,2%	16,7%
En cours d'attribution	90	0,2%	26,8%	0	0,0%	0,0%
Pharmacie	81	0,2%	12,5%	6	0,5%	-53,8%
Produits minéraux et Chimie	74	0,2%	34,5%	4	0,4%	100,0%
Télécommunications	70	0,2%	20,7%	1	0,1%	0,0%
Energie	56	0,1%	1,8%	17	1,5%	750,0%
TOTAL	40 501	100%	49,0%	1134	100%	52,4%

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES

Départements et
régions d'Outre-mer



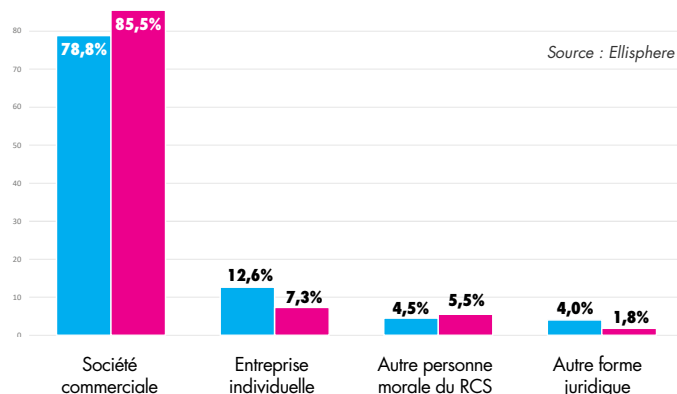
Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



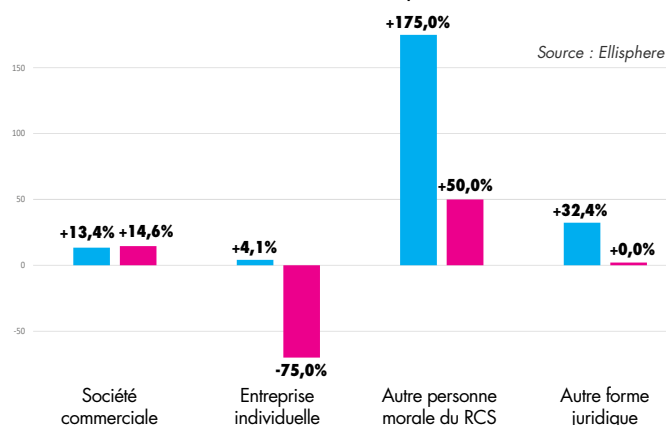
Procédures de
sauvegarde

PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises en 2022

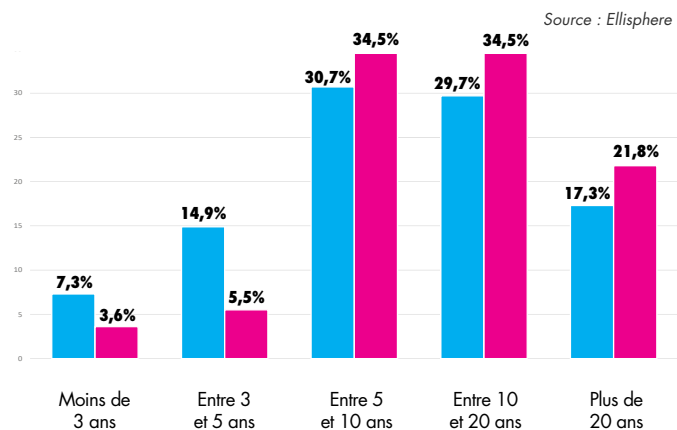


Evolution en % du nombre d'entreprises en 2022

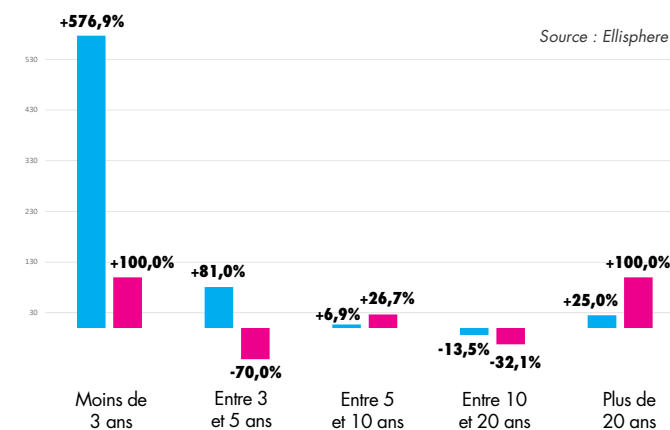


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises en 2022

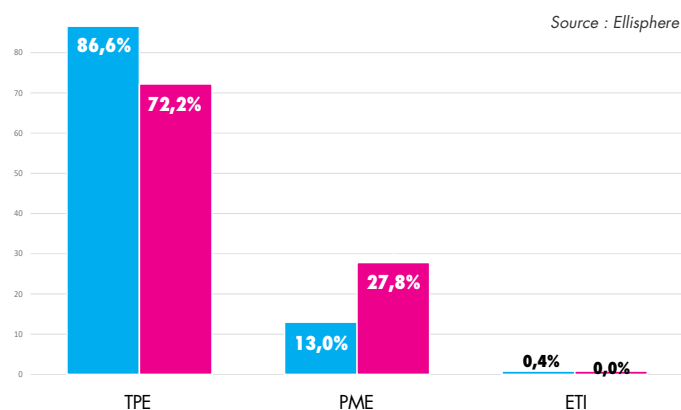


Evolution en % du nombre d'entreprises en 2022

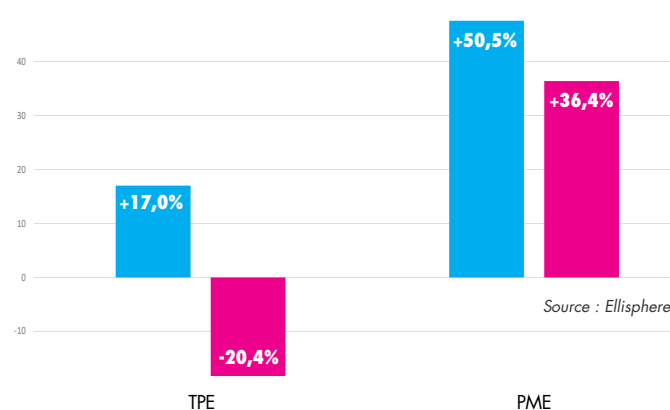


PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises en 2022



Evolution en % du nombre d'entreprises en 2022



À NOTER

L'étude de l'activité et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.

DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE PAR DÉPARTEMENT ET RÉGION

en nombre et en pourcentage en 2022

Source : Ellisphere

Département ou Région	Nombre de RJ et LJ * en 2022	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS ** en 2022	Répartition	Evolution depuis un an
LA RÉUNION	556	45,9%	-9,0%	41	74,5%	-16,3%
MARTINIQUE	313	25,8%	43,6%	6	10,9%	50,0%
GUADELOUPE	237	19,6%	51,9%	5	9,1%	-16,7%
GUYANE	64	5,3%	25,5%	3	5,5%	200,0%
MAYOTTE	41	3,4%	355,6%	0	0,0%	0,0%
TOTAL	1 211	100%	15,9%	55	100%	-8,3%

DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage en 2022

Source : Ellisphere

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Nombre de RJ et LJ * en 2022	Répartition	Evolution depuis un an	Nombre de PS ** en 2022	Répartition	Evolution depuis un an
Bâtiment et Travaux publics	412	34,0%	26,8%	15	27,3%	-11,8%
Services aux particuliers	154	12,7%	41,3%	4	7,3%	33,3%
Services collectifs	95	7,8%	6,7%	3	5,5%	-82,4%
Services aux entreprises	94	7,8%	34,3%	4	7,3%	-33,3%
Distribution	60	5,0%	13,2%	/	/	/
Agroalimentaire	51	4,2%	75,9%	3	5,5%	200,0%
Moyens de transport	47	3,9%	30,6%	1	1,8%	-75,0%
Transports & Logistique	41	3,4%	20,6%	1	1,8%	0,0%
Médias & Loisirs	36	3,0%	28,6%	1	1,8%	-50,0%
Biens de consommation	34	2,8%	36,0%	/	/	/
Textile habillement cuir	33	2,7%	26,9%	17	30,9%	/
Agriculture & Pêche	29	2,4%	45,0%	/	/	/
Biens d'équipement du foyer	21	1,7%	110,0%	1	1,8%	/
Holding	19	1,6%	90,0%	1	1,8%	0,0%
Biens d'équipement industriels	18	1,5%	-86,2%	1	1,8%	0,0%
Informatique & Electronique	17	1,4%	70,0%	1	1,8%	/
Métaux	16	1,3%	0,0%	2	3,6%	100,0%
Bois Papier Carton & Imprimerie	11	0,9%	266,7%	/	/	/
Energie	7	0,6%	0,0%	/	/	/
Pharmacie	4	0,3%	0,0%	/	/	/
Services financiers	4	0,3%	0,0%	/	/	/
En cours d'attribution	3	0,2%	50,0%	/	/	/
Télécommunications	3	0,2%	-40,0%	/	/	/
Produits minéraux et Chimie	2	0,2%	/	/	/	/
TOTAL	1 211	100%	15,9%	55	100%	-8,3%

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde



IMPACT SOCIAL

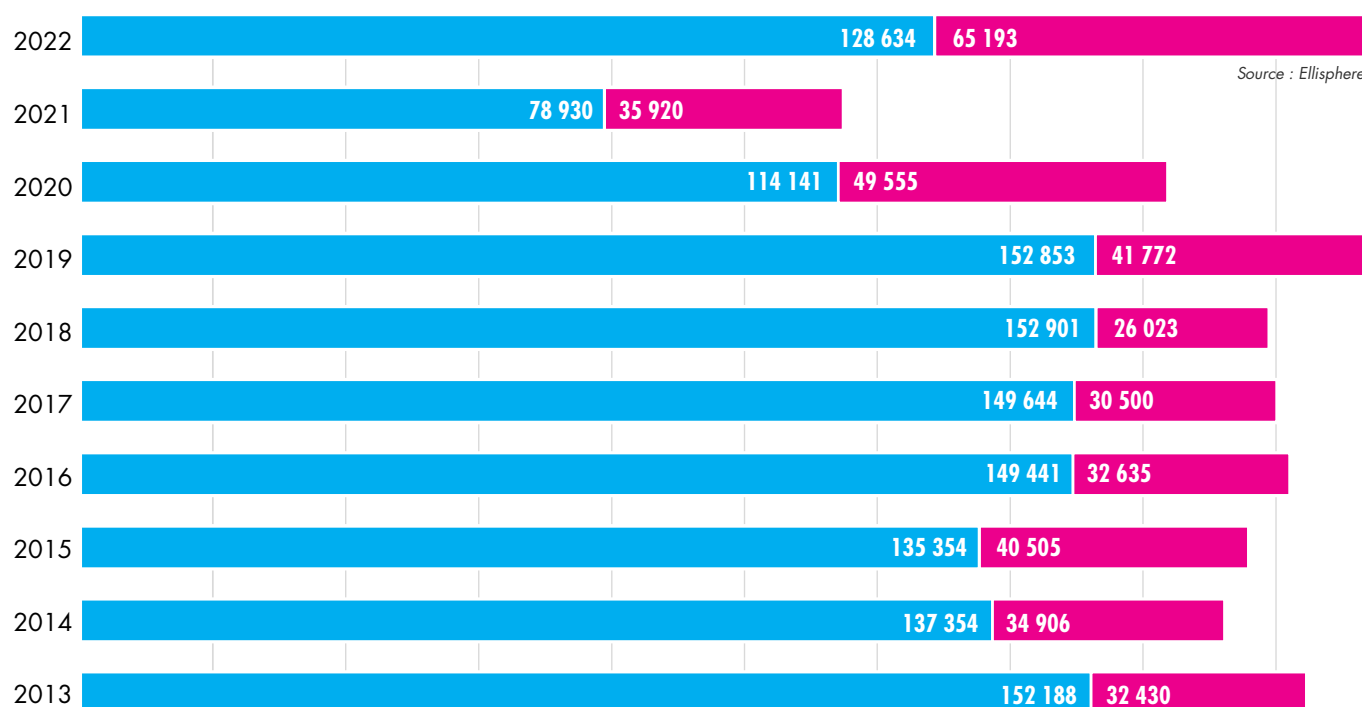


Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes



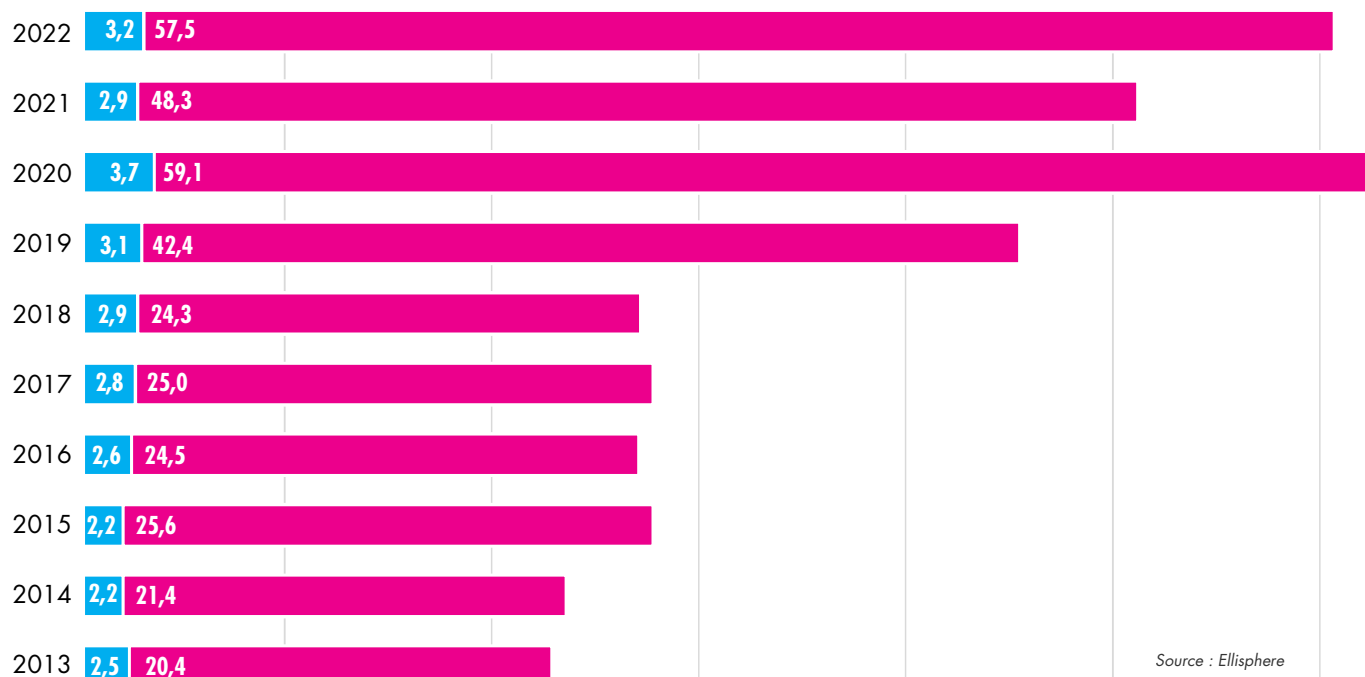
Procédures de
sauvegarde

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE (par année depuis 2013)



Source : Ellisphere

NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS MENACÉS PAR DÉFAILLANCE ET PROCÉDURE DE SAUVEGARDE (par année depuis 2013)

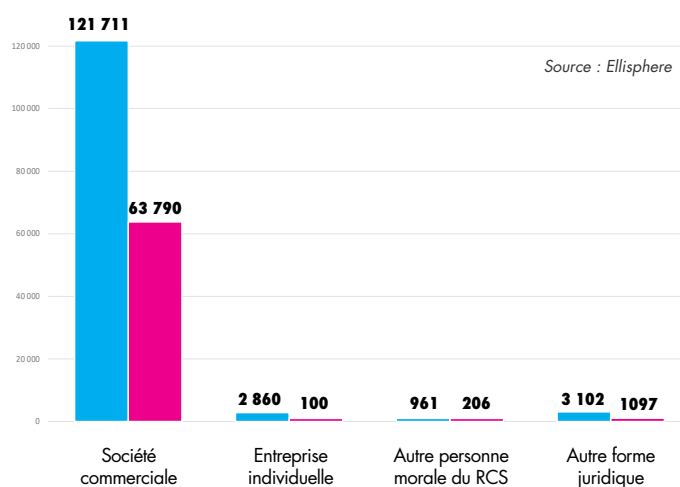


Source : Ellisphere

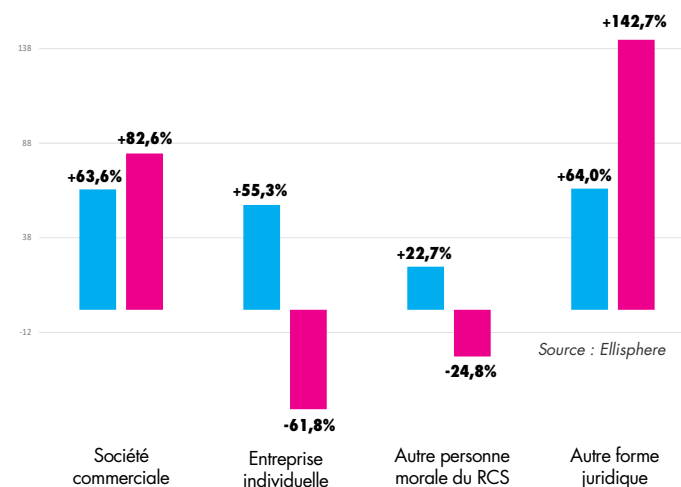


IMPACT SOCIAL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en nombre des emplois menacés en 2022

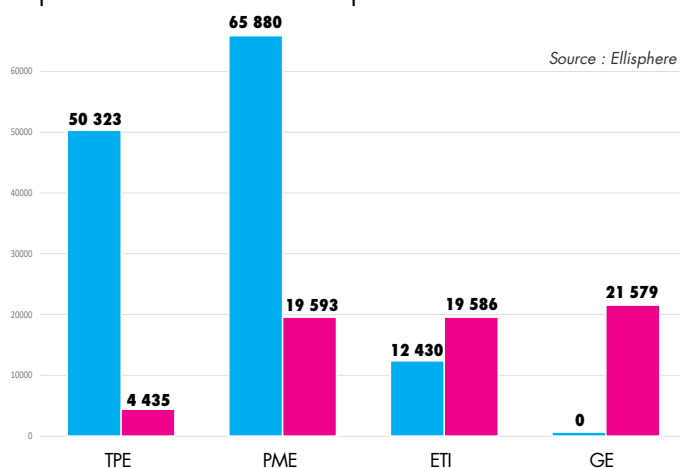


Evolution en % des emplois menacés en 2022

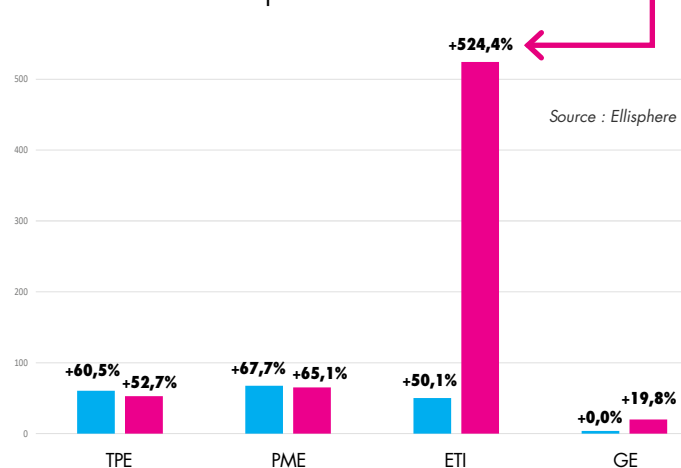


IMPACT SOCIAL PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en nombre des emplois menacés en 2022



Evolution en % des emplois menacés en 2022



Impact des procédures de sauvegarde de SCOPELEC et PLACE DU MARCHÉ

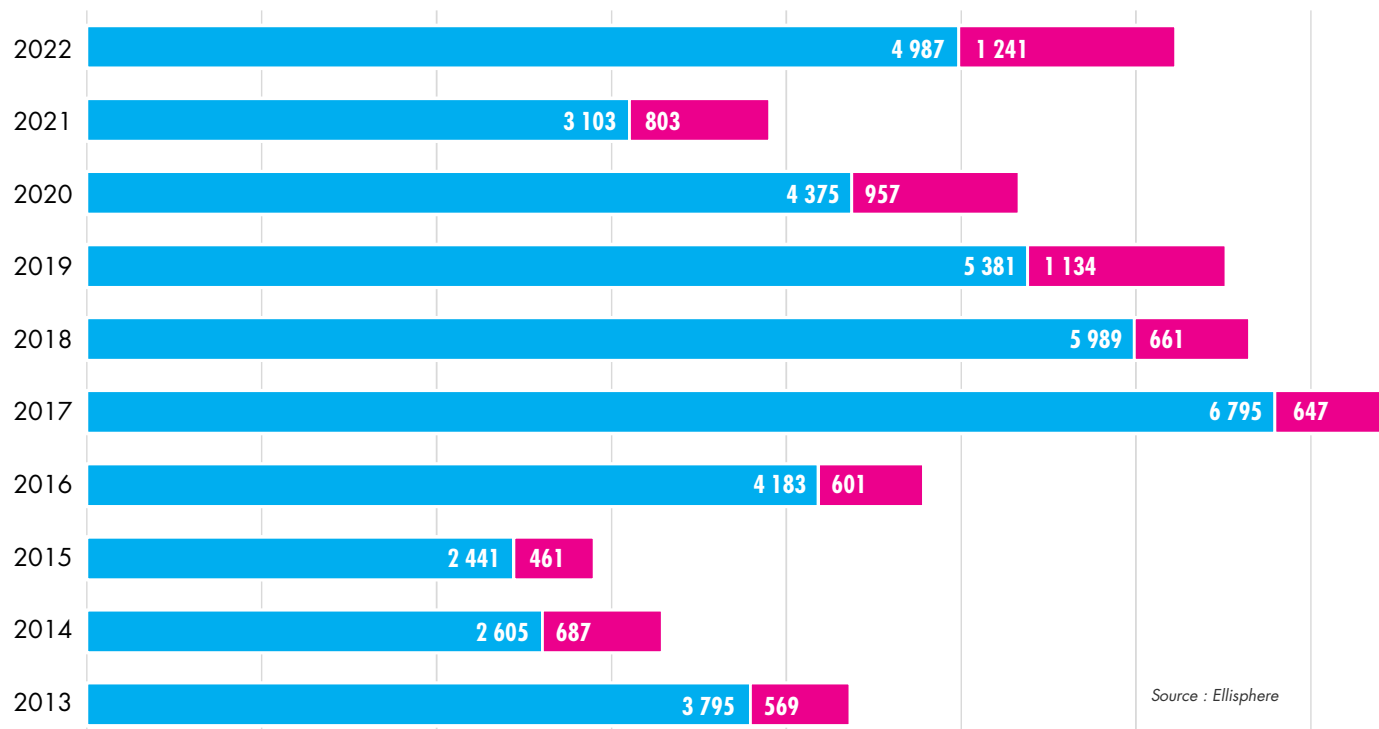


Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes



Procédures de sauvegarde

NOMBRE D'EMPLOIS MENACÉS PAR LES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE (par année depuis 2013)



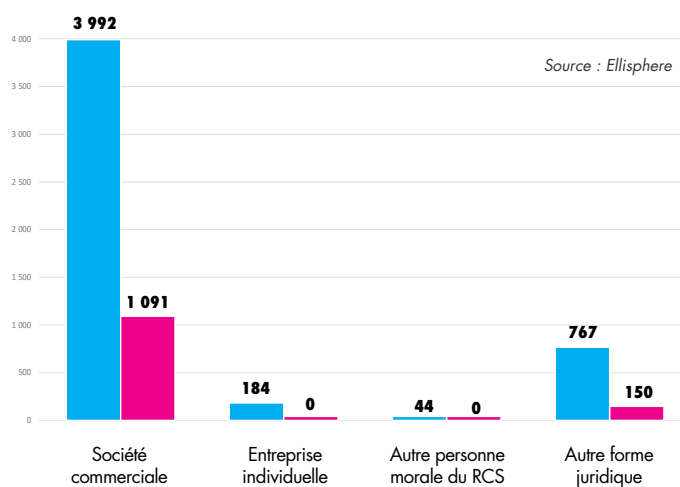
NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS MENACÉS PAR DÉFAILLANCE ET PROCÉDURE DE SAUVEGARDE (par année depuis 2013)



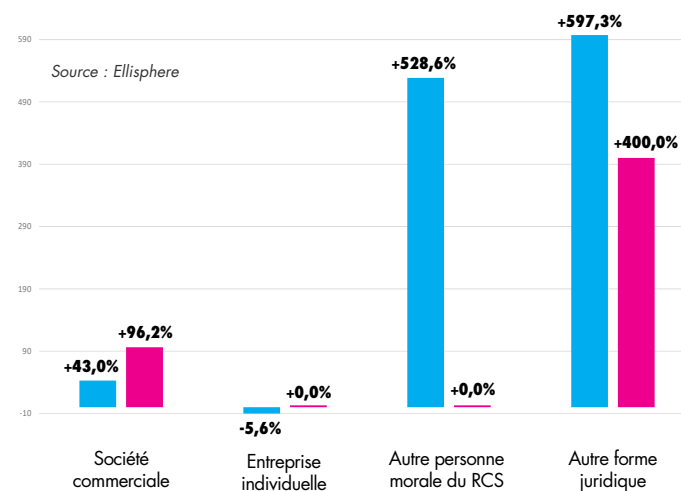


IMPACT SOCIAL PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en nombre des emplois menacés en 2022

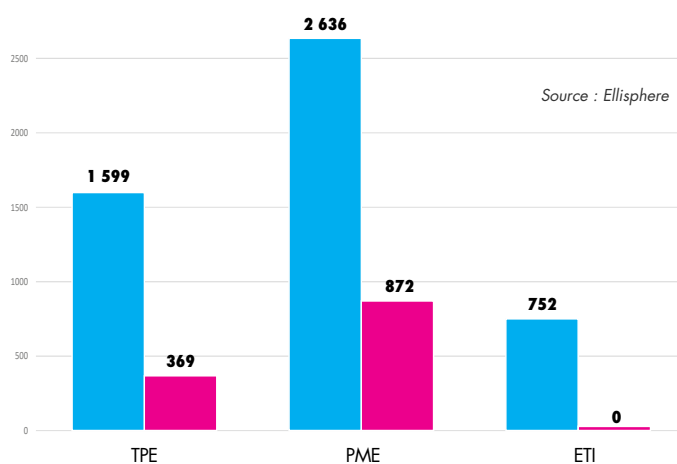


Evolution en % des emplois menacés en 2022

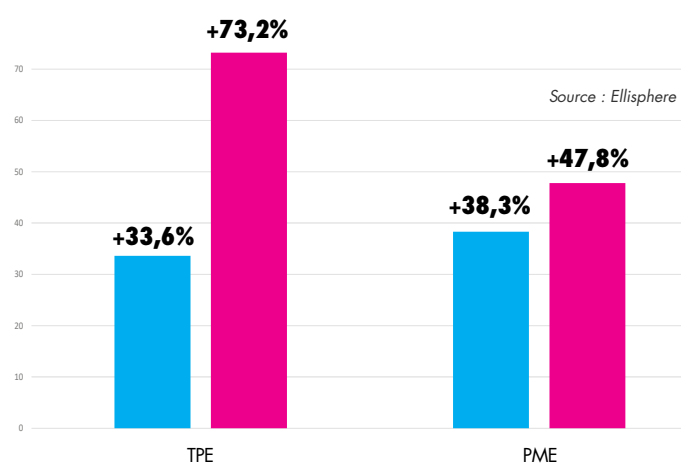


IMPACT SOCIAL PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en nombre des emplois menacés en 2022



Evolution en % des emplois menacés en 2022



IMPACT FINANCIER



À NOTER

L'étude de l'activité et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.



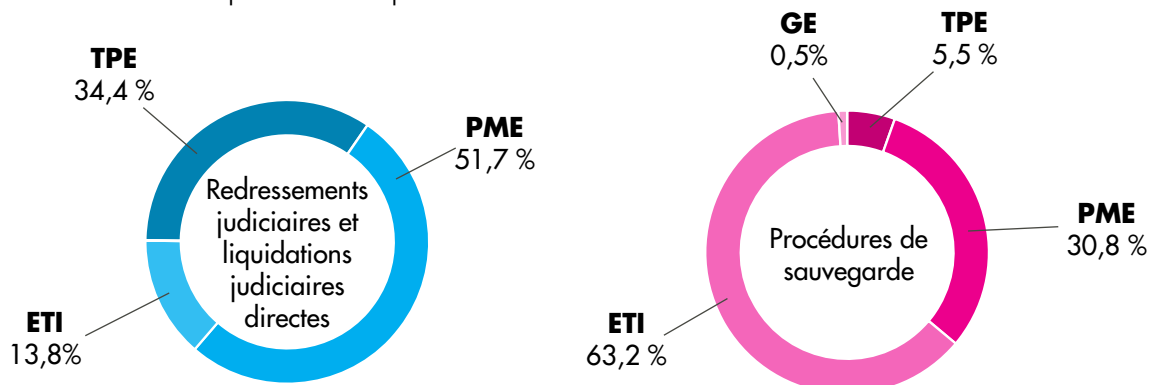
Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes



Procédures de sauvegarde

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

Répartition du chiffre d'affaires total par taille d'entreprise en 2022

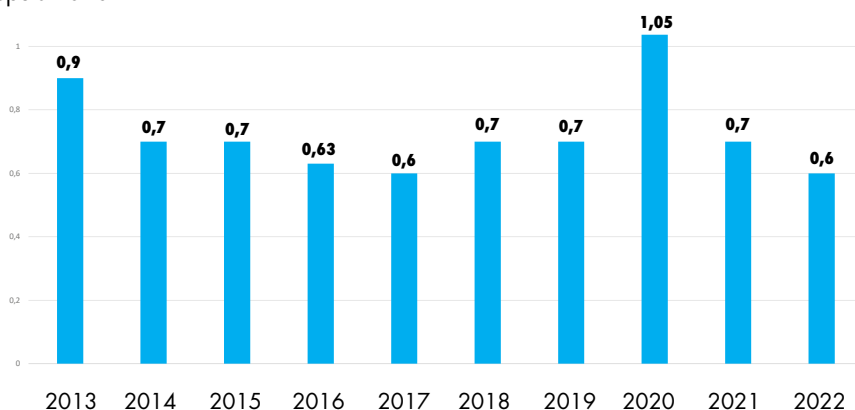


CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

Chiffre d'affaires moyen (en M€) des entreprises depuis 2013

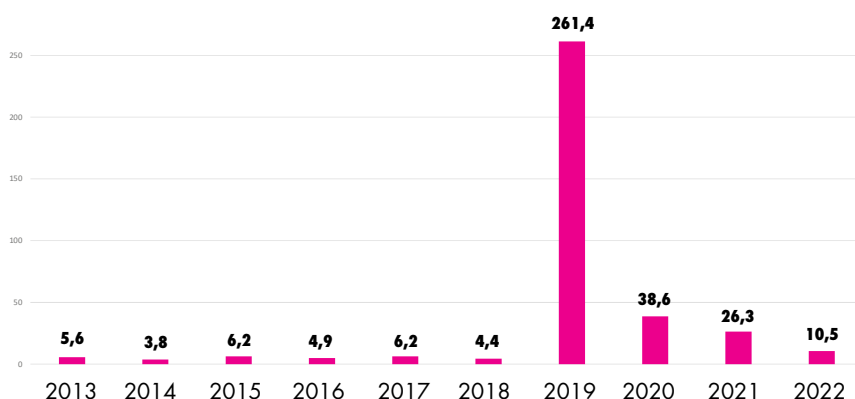
Redressements
judiciaires et
liquidations
judiciaires directes

Source : Ellisphere



Procédures de
sauvegarde

Source : Ellisphere



Impact des procédures de sauvegarde
du groupe RALLYE



À NOTER

L'étude de l'activité et du chiffre d'affaires est réalisée sur la population des entreprises ayant publié leur bilan.



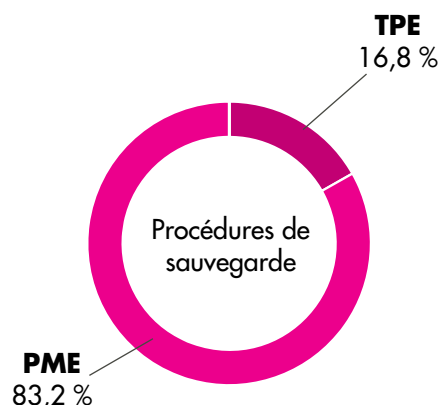
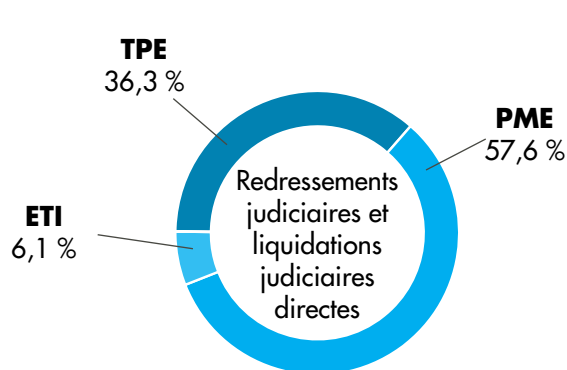
Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes



Procédures de sauvegarde

CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

Répartition du chiffre d'affaires total par taille d'entreprise en 2022

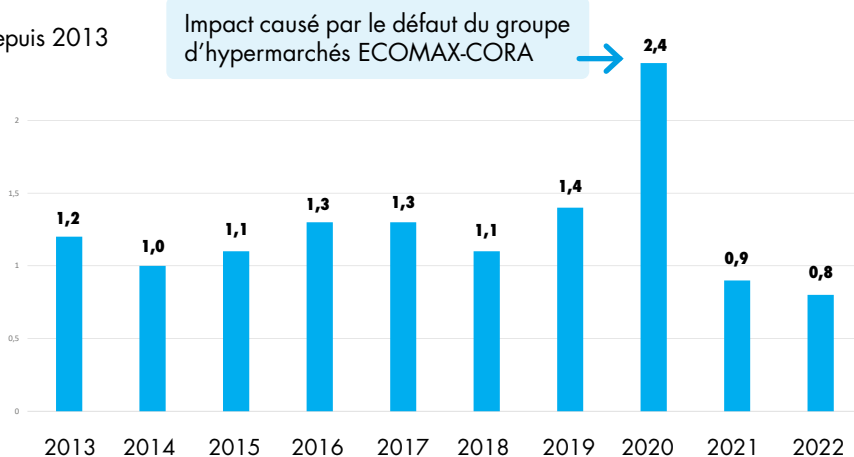


CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES

Chiffre d'affaires moyen (en M€) des entreprises depuis 2013

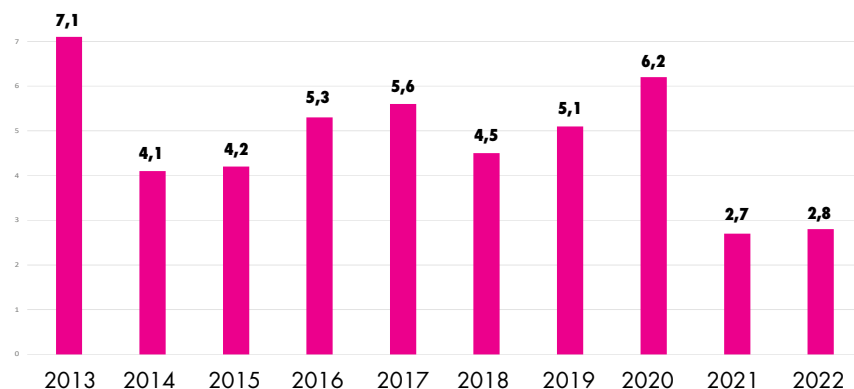
Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

Source : Ellisphere



Procédures de sauvegarde

Source : Ellisphere





Les données utilisées dans ce bilan 2022 des procédures collectives sont extraites de la base Ellisphere le 9 janvier 2023. Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN en France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM) dont l'activité et la forme juridique sont connues.

Les défaillances d'entreprise sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe. Les procédures de sauvegarde sont comptabilisées séparément.



PROFIL DES ENTREPRISES

Le profil des entreprises étudiées prend en compte, à la date d'extraction : l'adresse du siège social, le code APE, le statut juridique, l'année de création, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total bilan. Ce profil est établi à partir de critères géographiques, sectoriels, d'ancienneté et d'âge des entreprises.

IMPACT SOCIAL

L'impact social cumule et répartit sur différents critères le dernier effectif connu des entreprises étudiées.

IMPACT FINANCIER

L'impact financier cumule et répartit sur différents critères les derniers éléments bilantiels des entités étudiées ayant publié un bilan social ou consolidé.

DÉFINITIONS

La procédure de sauvegarde permet, aux entités en difficultés n'étant pas en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; elle peut déboucher sur un plan de sauvegarde arrêté par le tribunal de commerce.

Le redressement judiciaire permet, aux entités en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; il peut déboucher sur un plan de redressement arrêté par le tribunal de commerce.

La liquidation judiciaire est une procédure pour les entités en cessation de paiement dont le redressement apparaît manifestement impossible.

L'homologation de conciliation est un accord amiable publié au tribunal de commerce pour les entités en cessation de paiement depuis moins de 45 jours résultant d'une conciliation négociée avec les principaux créanciers.

Le référentiel d'Ellisphere met à disposition de l'information économique, légale, financière et extra-financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

SUIVEZ

L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE



www.ellisphere.com



[@ellisphere](https://www.linkedin.com/company/ellisphere)



[@ellisphere](https://twitter.com/ellisphere)



[@ellisphere](https://www.youtube.com/channel/UC...)



[@ellisphere](https://www.instagram.com/ellisphere)



Pour plus d'information sur nos études :

pole_statistiques_economiques@ellisphere.com



Pour un monde économique fiable et une croissance durable

www.ellisphere.com

Lille – Lyon – Marseille – Paris La Défense – Nantes – Strasbourg – Toulouse – Tours
Siège social : Tour Franklin – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex
Adresse postale : 37 rue Sergent Michel Berthet – CS 99063 – 69255 Lyon Cedex 09
S.A.S. au capital de 2 519 229 euros – 482755741 RCS Nanterre